

60 rue Vergniaud
75640 Paris CEDEX 13
www.fo-com.com
federation@fo-com.com

Ne pas céder !

26 mai, 13 juin... Et après ?

La mobilisation s'accroît, les conflits se multiplient. Mais le Gouvernement fait la sourde oreille. Il est aussi aveugle aux chiffres : l'économie est entrée en récession, la plus grave depuis les années trente ! Trois millions de chômeurs à la fin de l'année, des centaines de milliers de jeunes sans espoir, la pauvreté qui monte...

Il ne suffit pas de dire, comme M^{me} Lagarde, « je crois à la croissance » pour qu'elle revienne. Aujourd'hui, l'État devient, à coups de milliards, le SAMU des entreprises. Il secourt ceux qui, depuis des années, profitent d'exonérations, d'aides publiques et écrasent les salaires.

Comment relancer si les consommateurs n'ont pas d'argent ? Comment relancer si on les licencie ? Comment relancer si on n'investit pas dans la recherche et les grands travaux ?

Il faut relancer le pouvoir d'achat :

- Augmentation du SMIC (+15 %), de l'ensemble des salaires et des retraites ;
- Généralisation de la prime transport ;
- Meilleure indemnisation du chômage et du chômage technique ;
- Création d'une allocation d'insertion pour les jeunes de moins de 25 ans.

Il faut recadrer les entreprises :

- Restriction du droit de licencier ;
- Conditionner les aides publiques à des contreparties pour l'emploi et les salaires ;
- Taxation du recours au travail précaire ;
- Plafonnement des dividendes et du revenu des dirigeants d'entreprises (retraites chapeaux, stock options) ;
- Limitation du travail du dimanche.

Il faut favoriser l'embauche des jeunes :

- Investir dans l'enseignement supérieur et professionnel ;
- Réactiver les plans de préretraites ;
- Renoncer aux 34 000 suppressions d'emplois dans la fonction publique.

Il faut que l'État réoccupe le terrain :

- Investir dans les infrastructures, la recherche et les services publics ;
- Mieux contrôler les secteurs clés de l'énergie, des transports, de la communication et des banques ;
- Renoncer aux privatisations, notamment celle de La Poste ;
- S'affranchir de l'ultralibéralisme européen.

FO appelle les salariés à être au rendez-vous des mobilisations unitaires et, si le Gouvernement refuse de les écouter, à se préparer à une grève nationale interprofessionnelle.

LA NÉGOCIATION,
C'EST NOTRE FORCE